

Les thématiques traitées

Deux grandes thématiques de débat :

1. Comment optimiser au maximum nos consommations, utiliser au mieux l'énergie disponible ? Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? Comment pouvons-nous contribuer à notre niveau à la transition énergétique : logements, déplacements, biens de consommation...? Quelles solutions individuelles ou collectives proposons-nous ?
2. Comment financer la transition énergétique ? De quel soutien technique, financier, fiscal... avons-nous besoin ? De quel soutien de la part de l'état et des collectivités locales ?

Ces deux thématiques ont été traitées en répondant successivement aux six questions :

- Si l'on n'engage pas la transition énergétique, quelles conséquences sur mon quotidien ?
- Quelles actions collectives ou politiques mener pour réduire la consommation d'énergie ?
- Que suis-je prêt à faire pour réduire ma consommation d'énergie ?
- Quelles sont les actions nationales à financer en priorité et comment ?
- Quels investissements attendez-vous de vos collectivités locales ?
- Pour quelles actions individuelles auriez-vous besoin d'un soutien technique, financier ou fiscal ?

Acteurs présents

30 personnes informées par des experts. 24 % < 39 ans, 42 % > 60 ans. 36% vivent seul, 36% en couple, 28% en famille. 50 % de locataires. 74 % d'actifs dont 10% sans emploi, 6% d'étudiants, 20% de retraités. 83 % sont ou étaient cadres/professions intellectuelles. Chauffage individuel : 43% électricité, 36% gaz. Chauffage collectif 21%. Déplacements : à pied, à vélo, en transports en commun (métro plus que bus ou train), enfin en voiture. Temps domicile-travail : < 30 mn pour 40 %, > 1h pour 6%

Les points de consensus et les motifs

Comment faire en sorte que chacun s'implique dans la Transition Énergétique ? Par un engagement simultané à tous les niveaux : individus, collectifs, mairies, collectivités territoriales, État. Et par des financements, des investissements.

Soulignons en priorité, **les risques importants si l'on n'agit pas** :

- Une gouvernance par la crise : émergence de conflits sociaux de manière tendancielle ou brutale, guerre sur les ressources, crise économique et chômage
- Disparités territoriales accrues, migrations forcées non maîtrisées.
- Impact sur les plus pauvres
- Développement de chacun pour soi, manque de solidarité
- Dégradation de la qualité et des conditions de vie : santé, réduction de l'accès aux soins, impact sur l'alimentation, nouvelles pollutions atmosphériques et urbaines
- Un problème augmenté qui sera donné en héritage aux générations suivantes.
- Augmentation de l'anxiété sociétale, de la peur de l'avenir.

Cette **peur de l'avenir est vue comme moteur d'action à tous les niveaux**. D'abord, vis-à-vis du gouvernement lui-même (et plus généralement les politiques et les élus), la forte attente des citoyens d'un

vrai engagement volontariste et fort, avec priorisation, exemplarité, actions concrètes, soutien aux projets et aux expérimentations. Le message du panel aux élus, c'est : **le changement climatique, c'est maintenant** ! Cela implique de commencer par former les élites politiques, faire leur bilan carbone, et renouveler de leur mandat en fonction du bilan carbone de leur politique... Le gouvernement doit communiquer sur les risques encourus si la transition énergétique n'est pas conduite de façon volontaire.

1. La priorité des priorités, c'est de réduire le gaspillage.

Consommer mieux, mutualiser des équipements (ex : autopartage, machines à laver en commun etc.), modifier les comportements alimentaires coûteux en énergie, éviter la surproduction... Il faut donc **investir fortement dans l'information des citoyens, la pédagogie**, notamment par la poursuite du débat participatif, excellent moyen de sensibilisation. Communiquer de façon frappante (par exemple, diffusion des bilans thermographiques des villes). Il faut un plan pédagogique **à l'échelle nationale** capable de faire prendre conscience à la fois des enjeux et des impacts, collectifs et individuels, en terme de modèle "soutenable". Cela nécessite d'investir dans la formation de tous les acteurs (formation professionnelle, formation des entreprises, des consommateurs, des citoyens), promouvoir les échanges sur les pratiques, sortir des discours et inciter à tester, pratiquer, agir.

Dans les mairies disposer d'une cellule d'information de style « que choisir » pour la transition énergétique. Apporter une aide technique et financière aux bilans énergétiques individuels et au recours aux experts. Créer des cellules d'information locale mobiles, avec des conseillers qui bougent, qui vont chez l'habitant, sur le terrain. Développer toute forme de diagnostic énergétique, des bases de données géographiques détaillées sur le logement et le transport pour identifier les points forts et les points faibles.

2. Une autre grande orientation à prendre nationalement, est **la limitation de l'étalement urbain, le rééquilibrage des territoires, la décentralisation**, pour laisser place à l'action locale et territoriale, avec la même exigence d'engagement, d'exemplarité envers les élus territoriaux et les institutions locales. Les ENR devront être adaptées aux particularités des territoires. Densification des villes, **multifonctionnalité** des espaces, multiplication des éco quartiers.

3. Dans le domaine prioritaire des **transports**, la politique préconisée est une politique de réseau de **transports en commun, propres, peu coûteux et multimodaux** : circulation douce, îlots verts, piétonniers, stationnements gratuits à la périphérie des villes pour les camions et les voitures, téléphériques, réseaux de bus en site propre (exemple de Madrid) avec une carte unique de transport (trains, bateaux bus, vélib-électriques, taxis et tuk-tuk verts). Développer **le ferroutage et les transports fluviaux pour les marchandises**. Faire circuler les marchandises de nuit sur les réseaux RER et métro en améliorant la logistique (et développer du même coup les ascenseurs pour personnes à mobilité réduite).

4. **Un investissement massif dans la rénovation du parc immobilier** : Aide à l'isolation des **murs extérieurs**. Proposer des **emprunts à taux réduits pour la rénovation des habitats**, généraliser les contrats de performance énergétique. Contrat de performance énergétique collectif que la collectivité contractualise avec le privé pour rénover un ensemble d'immeubles. **Exonération totale de la taxe foncière** sur la propriété l'année où l'on fait les travaux d'économie d'énergie, sans perte d'argent pour la collectivité locale. Faire intégrer la **maîtrise d'usage** à côté de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage dans la conception des **logements** à énergie positive.

Faire **des mises en demeure de rénovation écologique** (isolation, végétalisation murale et toiture, ENR), comme pour les ravalements. Imposer l'obligation de tenir ses promesses en matière de rénovation.

Former les syndicats aux normes HQE.

Aider à la faisabilité concernant la **géothermie**.

5. Il faut un **accompagnement et une incitation des entreprises** pour qu'elles basculent dans un **autre modèle de production** : inciter la finance à changer de business plan et ne pas camper sur l'économie carbonée ; éviter l'obsolescence programmée, réviser les cycles de vie des produits ; pratiquer l'économie circulaire avec analyse et récupération des énergies perdues, favoriser les économies d'énergie ; publier le bilan carbone des entreprises ; faire faire un étiquetage environnemental et social des produits ; apporter un soutien technique de l'État à des labels de qualité des bureaux d'études, la labellisation et la formation des artisans.

Financer des actions d'échange et de mutualisation des bonnes pratiques entre entreprises locales, artisans.

Soutenir et protéger les innovations : des produits d'assurance qui protègent les innovateurs (prévention des risques dans la conception, et des malfaçons liées à l'innovation).

6. Des **financements massifs sont nécessaires pour développer en priorité la sobriété et l'efficacité énergétiques au niveau des logements, des équipements collectifs, des transports, et des modes de vie**. Cela passe par **des incitations fiscales, des aides directes ou indirectes**. En particulier :

- Planifier une augmentation du coût de l'énergie pour dégager une marge d'investissement (taxe carbone – quota CO2) : une « Austérité joyeuse ».
- Augmentation progressive et planifiée d'une contribution climat/énergie aux frontières.
- Taxe Tobin pour financer les investissements.
- Faciliter les bonus-malus sur les taxes et les crédits d'impôts.
- Créer un nouveau produit de la Française des jeux : les recettes financent des projets pilotes et les gains des joueurs sont orientés vers des investissements vertueux (rénovation énergétique)
- Réinvestir l'épargne des assurances vie. Utiliser le levier de l'épargne sur la recherche et l'innovation, le financement de projets locaux : avantages fiscaux, appels de fonds. Une épargne qui a du sens, c'est une épargne choisie (affecter une partie de ses revenus à des projets concrets destinés à la transition énergétique, par exemple une épargne E). Clarifier l'utilisation du livret développement durable.

7. Privilégier les **circuits courts alimentaires** et une **agriculture urbaine** associant les habitants. Favoriser le commerce local, relocaliser les productions

Gérer autrement les **déchets** : autres modes de ramassage, compostage à la place de l'incinération, trouver des solutions de collecte des biodéchets, récupération des déchets organiques, vide-ordures collectif qui serait un composteur d'immeuble + utilisation du gaz pour chauffer les parties communes (méthanisation). En dehors de Paris : des composteurs communaux.

8. Les actions de l'Etat dans la recherche et le développement doivent se concentrer dans les domaines de la sobriété, l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. L'idée de développement d'une compétence nationale sur le démantèlement des centrales nucléaires est partagée.

Se doter d'un **commissariat au futur** de type commissariat au plan pour penser le long terme, se dégager des politiques court-termistes.

Articuler les politiques et les initiatives françaises avec la **politique européenne**; se protéger contre ceux qui ne jouent pas le jeu de la transition énergétique (EU, Chine).

Les points de dissensus et les motifs

Les dissensus sont faibles comme le montre le sondage réalisé :

1 - Quel effort financier, pour autant qu'il soit collectif, êtes-vous disposé à consacrer à une diminution notable des énergies fossiles, pétrole, charbon et gaz, à l'origine des gaz à effet de serre qui dérèglent le climat ? Résultat obtenu : 7,7, sur une échelle de 0 (aucun effort) à 10 (effort très important).

2- Si vous aviez 100€ à dépenser quand les centrales nucléaires en service en France (qui fournissent une grande majorité de l'électricité) arriveront en fin de vie, comment répartiriez-vous cet argent dans les domaines suivants (total 100). Résultat obtenu : 34€ pour l'efficacité énergétique, 30€ pour la sobriété, 29% pour la production des énergies renouvelables, 6€ pour de nouvelles centrales nucléaires, 1€ pour de nouvelles centrales thermiques classiques.

Une grande majorité du panel est favorable à une sortie progressive du nucléaire, lorsque les centrales arrivent en fin de vie, et estime qu'il vaut mieux garder le nucléaire en attendant la montée en puissance des ENR, de la sobriété et de l'efficacité.

Une petite minorité souhaite la poursuite de la R&D et l'investissement dans de nouvelles centrales.

Les propositions à caractère obligatoire ou "passivant" font l'objet d'un désaccord de la part de ceux qui préfèrent des politiques faisant appel au volontariat des citoyens. Quelques exemples :

- L'idée de changer le business model et le mode de facturation d'EDF/GDF en facturant un service plutôt qu'une consommation d'énergie, n'est pas partagée (risque de déresponsabilisation du consommateur).
- Obliger à des quotas individuels de carbone : l'idée n'est pas partagée (il faut éduquer, former, ne pas imposer)
- La progressivité du prix de l'énergie en fonction de la consommation ne fait pas l'unanimité.

En outre, la généralisation des couloirs de bus/vélo sur les voies entre agglomérations est considérée par certains comme trop dangereuse.